



**Décision de non soumission à la réalisation d'une étude d'impact  
du projet d'aménagement de 191 logements collectifs situé sur la commune de Marcq-en-Barœul (59)**

Le Préfet de la région Hauts-de-France  
Préfet du Nord  
Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu le décret du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination de Monsieur Michel Lalande, en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté du 17 avril 2020 portant délégation de signature à M. Laurent BUCHAILLAT, secrétaire général pour les affaires régionales des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n°2020-0119 relative au projet de construction de 191 logements collectifs rue Henri Robert Neu sur la commune de Marcq-en-Baroeul, reçue le 28 septembre 2020 ;

Vu la décision tacite du 03 novembre 2020 soumettant à étude d'impact ce projet ;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 28 octobre 2020 ;

Considérant que le projet relève, d'après les éléments fournis, de la rubrique 39a (travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R. \* 420-1 du code de l'urbanisme comprise entre 10 000 et 40 000 m<sup>2</sup>) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature et l'ampleur du projet, qui consiste à construire sur un terrain anthropisé de 3,5 hectares :

- 191 logements collectifs pour une surface de plancher cumulée de 13 500 m<sup>2</sup>,
- une aire de stationnement composée de 323 places,
- des aménagements paysagers,

Considérant la localisation du projet :

- sur un site à caractère industriel, situé dans une zone d'habitat à Marcq-en-Barœul,
- dans un rayon de dix minutes à pied des arrêts de bus et de tramway du réseau de transport en commun,

Considérant que le projet consiste en un changement de destination du site d'implantation du projet par la reconversion d'un site à vocation industrielle en un programme de logements ;

Considérant que le projet s'implante sur une parcelle attenante à un projet de résidence senior, et que de ce fait les effets cumulés mériteraient d'être évalués ;

Considérant que le site prévu est répertorié dans les bases de données BASIAS compte-tenu des anciennes activités recensées sur le site et qu'il est donc susceptible de présenter une pollution des sols ;

Considérant qu'il reviendra au pétitionnaire de réaliser des études spécifiques dans le but d'identifier les éventuelles sources de pollution du sol et en cas de présence avérée de préconiser un plan de gestion adapté à la vocation du projet ;

Considérant que l'insertion paysagère et que les espaces verts prévus dans le cadre de ce projet contribueront à préserver la biodiversité locale ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

## DÉCIDE

### Article 1<sup>er</sup>

La décision du 3 novembre 2020 soumettant à étude d'impact le projet d'aménagement de 191 logements collectifs situé sur la commune de Marcq-en-Barœul est retirée.

### Article 2

Le projet d'aménagement de 191 logements collectifs situé sur la commune de Marcq-en-Barœul n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact sous réserve de garantir la compatibilité du site avec sa vocation.

### Article 3

Sous peine d'irrecevabilité, tout recours contentieux à l'encontre de la présente décision doit être précédé d'un recours administratif préalable, formé dans un délai de deux mois à compter, pour le demandeur, de la notification de la présente décision ou, pour les tiers, de sa publication sur internet.

Le recours administratif doit être adressé à Monsieur le Préfet de région Hauts-de-France, 2, rue Jacquemars Giélée, 59 039 LILLE CEDEX.

La décision de l'autorité compétente sur le recours administratif peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois, adressé au Tribunal administratif de LILLE, 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS 62 039 – 59 014 Lille CEDEX.

### Article 4

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site internet de la DREAL Hauts-de-France.

Fait à Lille, le **3 DEC. 2020**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le secrétaire général pour les  
affaires régionales



Laurent BUCHAILLAT

**1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact**

***Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :***

Préfecture de la région Hauts-de-France

12 rue Jean-Sans-Peur – 59800 LILLE

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

***Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.***

**2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact**

***Recours gracieux :***

DREAL Hauts-de-France

44 rue de Tournai - CS 40259 - 59019 LILLE CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

***Recours hiérarchique :***

Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire

Tour Pascal et Tour Séquoia A et B - 92055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

***Recours contentieux :***

Tribunal administratif de Lille

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

*Les particuliers et les personnes de droit privé peuvent saisir le tribunal administratif par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*